

Son Excellence M. Peyman SADAT  
Ambassadeur plénipotentiaire de la  
République islamique d'Iran dans le  
Royaume de Belgique, l'UE et le Grand-  
Duché de Luxembourg  
Avenue Franklin D. Roosevelt, 15  
1050 BRUXELLES

Le 22 septembre 2017

N/Réf : 7/01 - EK/nl – 038

Monsieur l'Ambassadeur,

La lettre que nous vous adressons ici est d'une extrême urgence. Elle concerne Hamid Babaei, dont l'état de santé est des plus alarmants, en raison d'une grève de la faim que lui et plusieurs codétenus ont entamée il y a plusieurs semaines, pour protester contre les conditions inhumaines auxquelles ils sont soumis dans la section 10 de la prison de Raja'i Shahr.

Hamid Babaei est un doctorant de l'Université de Liège (ULg), condamné le 21 décembre 2013 à six ans d'emprisonnement pour « atteinte à la sécurité nationale par la communication avec des Etats hostiles ». Ces accusations sont nées, semble-t-il, après qu'il ait refusé d'espionner des étudiants vivant en Belgique pour le Ministère des Renseignements.

La bourse et les autres fonds que l'ULg lui versait, ont été considérés comme des « preuves » de ses activités présumées pour le compte d'«Etats hostiles ». Il n'a pas eu le droit de consulter l'avocat de son choix. En mai 2014, l'appel qu'il avait interjeté en février a été rejeté, mais sa peine a toutefois été commuée à deux ans de prison ferme et quatre ans de liberté surveillée. Hamid aurait donc dû sortir de prison en août 2015, sa détention préventive étant prise en compte.

Mais ce qui nous préoccupe le plus en ce moment sont les récents événements et leurs graves conséquences sur la santé d'Hamid et d'autres prisonniers. Le 30 juillet dernier, 53 prisonniers politiques ont été brutalement transférés vers la section 10 de la prison de Raja'i Shahr, où leurs conditions sont innommables : fenêtres bouchées par des plaques de métal rendant l'air suffocant et humide, accès insuffisant à de l'eau potable et à de la nourriture, visites limitées à une par semaine derrière une vitre, privation de contacts téléphoniques, privation de leurs traitements médicaux et de leurs effets personnels, caméras de surveillance installées jusque dans les douches et les toilettes.

Pour protester contre ces mesures, au moins 17 détenus, dont Hamid Babaei, ont immédiatement entamé une grève de la faim et la poursuivent encore à ce jour, aucune de leurs revendications n'ayant été entendue.

L'état d'Hamid et de plusieurs autres s'est dégradé au point d'avoir besoin, selon les médecins de la prison, de soins urgents à l'extérieur. Malgré tout, le transfert à l'hôpital leur a été refusé. Par conséquent, leur état s'aggrave de jour en jour et a atteint un point critique. Si rien n'est mis en œuvre sur le champ, l'issue risque d'être fatale.

Dès lors, nous vous prions instamment de prendre de toute urgence les mesures suivantes :

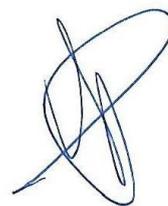
- transférer Hamid Babaei et les détenus dont l'état de santé l'exige dans un hôpital en dehors de la prison ;
- ne plus soumettre aucun des prisonniers de la section 10 aux conditions inhumaines qui sont les leurs.

Par ailleurs, nous vous rappelons qu'Amnesty International considère Hamid Babaei comme un prisonnier d'opinion et, pour cette raison, demande sa libération immédiate et sans condition.

Dans l'espoir de vous lire rapidement à ce sujet, je vous prie de croire, Monsieur l'Ambassadeur, en l'assurance de notre respectueuse considération.



Albert Corhay  
Recteur de l'Université de Liège (ULg)



Yvon Englert, Président du CRef  
Recteur de l'Université Libre de Bruxelles (ULB)



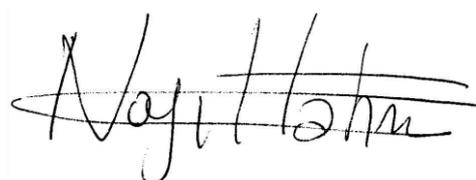
Calogero Conti  
Recteur de l'Université de Mons (UMONS)



Vincent Blondel  
Recteur de l'Université Catholique de Louvain (UCL)



Pierre Jadoul  
Recteur de l'Université Saint-Louis (USL-B)



Naji Habra  
Recteur de l'Université de Namur (UNamur)